

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.-U., \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 7.

Prix du numéro : 7 centimes.—Annonces, la ligne : 10 centimes
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par un bon sur la poste.

JEUDI, 16 FEVRIER 1882

ECHOS DE LA CAPITALE

La session s'est ouverte jeudi dernier avec le cérémonial accoutumé. On le connaît : le Gouverneur en voiture traînée par quatre chevaux, bruit de l'artillerie, escorte de cavalerie, garde d'honneur de fantassins. La foule autour du Parlement était immense. Ce spectacle, tout banal qu'il soit, attire toujours la foule : moins ça change, plus c'est attrayant.

La première séance de la Chambre des Communes a eu lieu sans bruit et s'est terminée à six heures. Après les discours de circonstance de M.M. Bergeron et Guillet, M. Blake, le grand orateur de la gauche, a pris la parole. Il s'est montré on ne peut plus aimable pour Sir John. Il a félicité le pays sur le retour à la santé de ce vétéran de nos Parlements. Sir John est de beaucoup le plus ancien député, étant entré à la Chambre d'Assemblée de 1844.

Sir John n'a pas voulu être en reste de courtoisie avec M. Blake. Il lui a fait compliment sur le ton élevé de son discours. A voir cet échange de politesses, un étranger n'aurait jamais pu deviner qu'il avait devant lui deux adversaires. Il aurait encore moins deviné qui passait dans la rue, s'il avait vu, comme celui qui écrit ces lignes, Sir John se rendant à la Chambre jeudi dernier. Le premier ministre, enveloppé dans un ample paletot noisette, qui menace de devenir légendaire, avait l'air le plus naturel et le plus modeste du monde, tandis que son cocher, le chef couvert d'un chapeau de soie, flamboyant neuf et brillant à rendre le soleil jaloux, paraissait tout glorieux. Les réflexions devaient, ce semble, se presser en foule dans la tête de Sir John ; il se rendait pour la trente-huitième fois à l'ouverture du Parlement, et certes, il a dû faire ce trajet sous l'empire d'impressions bien différentes, tantôt comme simple député, tantôt comme ministre, et de temps à autre comme chef de l'opposition !

Que d'autres, ses amis ou ses adversaires, il a laissé le long de la route pendant cette longue carrière ! Taché, mort à la veille de la Confédération, Morin, Caron, enlevés pleins de jours et de gloire, McGee, assassiné, Cartier, mort en Angleterre, Brown, lui aussi assassiné, Holton, tombé au milieu de la session et tant d'autres disparus ! Entré dans la carrière avant la plupart de ces illustres morts dont on prononce le nom avec respect, Sir John promet de leur survivre encore de longues années.

* *

Les représentants du peuple et les sénateurs du Parlement Fédéral sont en ce moment un sujet d'envie pour les quatre cinquièmes de notre population. Vue de loin, leur existence ne paraît qu'un enchaînement de plaisirs, une longue suite de jouissances ; ce ne sont que soirées, bals et dîners " festoiments et nocces perpétuelles." Quelle drôle d'illusion ne produit pas la distance ! Tout cette vie d'Ottawa apparaît à travers un voile trompeur. Le fait qu'il n'y a pas d'existence plus pénible, plus tourmentée, plus fatigante que celle d'un député. Si la session devait durer du jour de l'an à la St.-Silvestre, accepter un mandat de représentant équivaudrait à signer son arrêt de mort.

Lorsque nos gouvernants ont mis la hache en bois pour de bon, leur journée commence à 10 heures pour ne finir que le lendemain à minuit et souvent plus tard. Ce sont les travaux des comités qui absorbent l'avant-midi. A une heure, on casse une croûte et jusqu'à trois heures, le député dépouille sa correspondance, et s'il tient à ses électeurs, écrit lettre sur lettre, à Pierre, solliciteur de place, pour calmer ses impatiences, à Paul, qui lui donne des conseils sur la manière de gouverner le pays, pour rectifier ses idées. A trois heures, séance jusqu'à six, à sept heures et demie reprise de la séance qui dure tant qu'il reste un député dévoré de la passion d'éclairer son pays sur ses intérêts.

Et tout cela au milieu d'une atmosphère dont ne se font pas une idée ceux qui respirent l'air pur de la campagne. La chaleur, la lumière du gaz dont chaque jet vicié vingt-quatre pieds d'air par minute, la poussière, l'acide carbonique vous combinent un mélange qui tuerait tout être moins bien constitué qu'un député. Bien sûr, il y a pour lui des grâces d'état, sans

quoi il succomberait à la tâche. Le jour où l'on aura substitué au gaz la lampe électrique, à incandescence, qui ne consume pas d'air et ne donne ni chaleur ni odeur, on aura enlevé à la Chambre des Communes un grand élément d'insalubrité.

Et c'est là l'existence que vous rêvez, vous qui ambitionnez un siège aux Communes ! Mais, dites-vous, il y a les amusements. C'est vrai, et c'est ce qui rend la vie un peu supportable, fait une agréable diversion aux rudes labeurs de la session. Les ministres se prodiguent pour réunir chez eux les députés, qui sont heureux d'oublier dans cette large hospitalité les soucis de la politique, et de compter autour de la table ou dans le salon, les adversaires de la Chambre transformés en amis et en gais compagnons.

* *

Au temps où la vieille Ecosse était en relations d'amitié et d'alliance avec la France, les Ecossais avaient acquis dans le pays de nos ancêtres un grand renom de bravoure et d'hospitalité, dont la souvenance s'est perpétuée jusqu'à nos jours, dans maints gais refrains. Les hôtes nombreux de Rideau Hall ne se font pas faute de reconnaître que cette hospitalité, Lord Lorne la pratique comme ses aïeux chantés par nos poètes. Notre gouverneur ouvre les portes de Rideau Hall à doubles battants et reçoit comme un prince et comme un roi. Il réalise au pied de la lettre cette maxime que l'homme qui vous donne l'hospitalité se charge de votre bonheur pendant que vous êtes sous son toit. Grands dîners, somptueusement servis, bals, comédies de salon, se succèdent d'une semaine à l'autre et enchantent ceux que Lord Lorne honorent d'une invitation. Il y a encore les *skatinigs* et les glissades du samedi à Rideau Hall, parties de plaisir chères surtout à la jeunesse du beau monde. Lord Lorne a fait établir une magnifique patinoire en plein vent et tout auprès une immense *glissade* en madriers, haute d'une cinquantaine de pieds, laquelle s'abaisse en pente douce. On y arrive par une longue suite de gradins. C'est merveille de voir les *traînes* sauvages, chargées de joyeux passagers, s'élaner comme dans l'espace, tellement la descente est rapide.

La *glissade* et le patinoire nous paraissent une fidèle image de la vie politique, terrain fertile en chutes. On y arrive au sommet lentement par degrés et v'lan, on descend tout d'un trait, sans pente douce, et souvent on ne trouve pas ce qu'il y a à Rideau Hall : des degrés pour remonter.

A.-D. DECELLES.

NOS JOURNALISTES

Doivent-ils signer leurs articles ?

Tout le monde déplore les écarts malheureux de langage où se laissent entraîner la plupart de nos journalistes dans leurs polémiques quotidiennes.

Pour le moment nous jouissons d'une accalmie ; mais survienne un procès pour invalidation d'élection, qu'un député pose sa candidature aux extrémités de la province, ou, encore mieux, que les deux partis politiques entrent en campagne électorale, notre pays, à en croire les journalistes, se transformera soudain en un repaire de brigands, ne sera plus qu'une immense caverne de voleurs.

Déjà le plus pur de nos représentants est à peine, en temps de paix, un honnête homme. Voyez-le pendant la période électorale, ce n'est plus qu'un gibier de sac et de corde. Est-il conservateur, c'est un hypocrite, un corrupteur, un faussaire, un voleur. Si c'est un libéral, fit-il ses *Pâques* tous les mois, c'est un impie, un révolutionnaire, un communard, c'est un homme vendu ou à vendre. On ne lit, on n'entend que cela d'un bout de la province à l'autre.

Que doivent penser de nous les étrangers qui lisent nos journaux ; et, pour parler affaires, quelle confiance les capitalistes étrangers peuvent-ils avoir dans nos hommes et nos institutions ?

Et nous-mêmes que devenons-nous, et ceux qui marchent à la tête et ceux qui suivent ? N'allons pas

croire que ce pain quotidien que nous servent les gazettes soit sans influence sur nos esprits ! Le mot familiarisé avec la chose. Celui qui, sans s'émouvoir, se laisse appeler fripon, n'est pas loin de l'être. Quand un pays élève des piédestaux aux voleurs et leur tresse des couronnes, il n'y a plus d'ignominie à être voleur. Un peu plus, et le vol devient une vertu, témoin Sparte.

Or, montrez-moi un juge, s'il a passé par la politique—et la plupart maintenant y passent—ou un fonctionnaire haut placé, ou un ministre de la couronne, que les journaux ennemis n'aient signalé au peuple, à une période donnée, comme un homme indigne de confiance, voire même malhonnête !

J'ai plusieurs fois entendu des personnages politiques et des journalistes, car personne plus que les journalistes eux-mêmes n'ont à souffrir de cet état de choses, demander quel serait le moyen le plus efficace pour humaniser le ton de la presse, et faire de la polémique, au Canada, autre chose que de l'éclaboussure.

Le grand remède, l'unique, selon moi, c'est celui-ci : une signature responsable au bas de chaque article.

Nos journalistes canadiens sont tous d'honnêtes gens, intelligents, laborieux, et, en dehors de leur profession, les mieux appris du monde. Le dernier d'entre eux rougirait, dans un salon ou une compagnie honnête, de se montrer vulgaire dans ses expressions. Car, un homme bien né sait que les paroles avilissent quelquefois autant que les actions. Pourquoi donc ces mêmes écrivains n'ont-ils souvent que l'injure et l'expression grossière au bout de leur plume ? Pourquoi ne les voit-on jamais discuter avec un adversaire sans lui cracher à la face ?

Parce qu'ils ne sont pas tenus personnellement responsables de leurs écrits.

Ils sont deux, trois rédacteurs, qui salissent à qui mieux mieux leur homme. Qui a écrit cet article infamant ? Qui a semé à pleines mains cette ordure ? Personne. C'est-à-dire c'est le journal. Et l'insulteur s'en ira, dans les termes les plus gracieux du monde, souper au restaurant avec l'insulté, tandis que le pauvre gérant du journal, ignorant et innocent de l'offense, sera, le lendemain, logé en prison pour libelle, en attendant son procès aux prochaines assises.

Exigez le nom de l'auteur au bas de l'article, et il n'y aura plus de méprise possible, et l'insulteur de bas étage fera place à l'adversaire convaincu, violent même, mais poli toujours.

On objectera qu'en France, où les articles de journaux sont signés du nom des auteurs, il se produit les mêmes écarts et abus de langage qu'au Canada. Cela est vrai pour la petite presse ; mais le ton des grands journaux français, à l'exception de l'*Intransigeant* peut-être, et du journal de Paul de Cassagnac, quand celui-ci entre dans des colères de *Père Duchesne*, est bien plus élevé que celui des nôtres. Et puis il faut tenir compte de la situation politique. En France, les journalistes ont fait la Commune, ou l'ont renversée ; les uns ont brûlé Paris et ont été déportés à Nouméa ; les autres doivent leur fortune à l'Empire ou l'attendent de la royauté restaurée. Ces hommes, dont la plupart ont versé leur sang pour la défense de leurs opinions, dont les uns ont été ruinés et persécutés et les autres enrichis et ennoblis par les partis politiques, sont en présence. Quoi d'étonnant qu'ils aient souvent l'invective à la bouche !

Quel motif de haine avons-nous, nous autres, au Canada, contre nos adversaires politiques ? Faites disparaître les ambitions et les hommes, et vous serez étonnés de voir comme les prétendus principes des deux partis politiques diffèrent peu. Il y a quelquefois plus de différence réelle entre telle et telle section du parti libéral, par exemple, qu'entre celui-ci et le parti conservateur.

Des hommes qui ont, ou peu s'en faut, les mêmes principes en politique doivent-ils journalièrement se dire pis que pendre à l'endroit de ces principes ?

Le mal produit chez nous par l'abus du langage est plus grand qu'on ne pense généralement. Ce n'est pas seulement le peuple que cette nourriture-là corrompt ; ce ne sont pas seulement les mandataires qui se familiarisent avec le fait de passer publiquement pour des escrocs ; ce n'est pas seulement le sens français qui s'altère chez nous et chez nos hommes de lettres même,